



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats et des Approvisionnements

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

Procédure n°2025-DALATE-HOTEL-042

« TRAVAUX DE REPROGRAPHIE, SUPPORT DE COMMUNICATION ET CONCEPTION GRAPHIQUE ».

De la date de notification pour 24 mois,

Reconductible 2 fois pour 12 mois.



Ce marché comporte une clause environnementale

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 1/20
---------------	---	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	5
Article 1. représentant du pouvoir adjudicateur	5
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	6
Article 2. Objet du marché	6
Article 3. Description du marché	6
3.1. Type de marché	6
3.2 Procédure de passation	6
3.3 Forme du marché	6
3.4. Montant maximum du marché	6
3.5 Classification CPV	6
3.6. Décomposition en lots	7
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE	7
4.1. Période initiale et reconduction	7
4.2. Délai d'exécution des prestations	8
Article 5. Pièces contractuelles	8
IV. PRIX ET REGLEMENTS	9
Article 6. Forme des prix	9
Article 7. Contenu des prix	9
Article 8. Modalités de révision des prix	9
8.1 Modalités de calcul de la révision	Erreur ! Signet non défini.
8.2 Périodicité de la révision	Erreur ! Signet non défini.
8.3. Clause butoir	Erreur ! Signet non défini.
8.4. Clause de sauvegarde	Erreur ! Signet non défini.
Article 9. Commandes sur catalogue	9
Article 10. Avances	9
Article 11. Retenue de garantie	9
Article 12. Acompte, règlement définitif et solde	10
Article 13. Présentation des demandes de paiement	10
Article 14. Délai de paiement	11
Article 15. Titulaire étranger	11
Article 16. Nantissement et cession de créance	12
V. EXECUTION	12

Article 17. Évolution technique, technologique ou réglementaire	12
Article 18. Ruptures d'approvisionnement	13
Article 19. Modalités de passation des marchés subsequentes	13
Article 20. Livraison des fournitures	13
Article 21. Vérifications quantitatives et qualitatives	15
Article 22. Propriété intellectuelle	16
Article 23. Garantie	16
Article 24. Exécution complémentaire	16
Article 25. Sous-traitance	16
Article 26. Changements affectant le titulaire	16
Article 27. Assurance	17
Article 28. Discretion et confidentialité	17
Article 29. Exclusivité	17
Article 30. Clause environnementale	17
Article 31. Clause sociale	18
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	18
Article 32. Pénalités	18
Article 33. Résiliation du marché	19
Article 34. Exécution aux frais et risques du titulaire	19
Article 35. Droit applicable et tribunal compétent	20
VII. DEROGATIONS AU CCAG	20

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault,
- le Centre Hospitalier du Chinonais,
- le Centre Hospitalier de Loches,
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes,
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine,
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisislle.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement)

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Madame la Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : **Mme THORIGNY**
Adresse : **CHRU de Tours**
Direction des Achats et des Approvisionnements
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : **02.34.38.95.52**
Télécopieur : **02 47 47 60 81**
Courrier électronique : k.thorigny@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : **DUFOUR Diane (lot n°1)**
Téléphone : **02.34.38.94.89**
Courrier électronique : d.dufour@chu-tours.fr

Référent technique du dossier : **DIRECTION DE LA COMMUNICATION (lots n°2/3/4/5/6)**
Mme ARCHAMBAULT
Téléphone : **02.47.47. 97.72**
Courrier électronique : e.archambault@chu-tours.fr

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le(s) présent(s) marché(s) a (ont) pour objet « **TRAVAUX DE REPROGRAPHIE, SUPPORT DE COMMUNICATION ET CONCEPTION GRAPHIQUE** ».

. Le CHRU de Tours externalise la conception graphique, la reprographie, l'impression de documents, le tirage, le façonnage, la finition et autres prestations liées à la conception et à l'impression de documents sur différents supports et à différents formats. La procédure concerne le CHRU de Tours.

Certains établissements du GHT pourront intégrer le marché pendant son exécution, leur date d'intégration sera définie par avenants.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service :	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offre. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 (procédure formalisée) du code de la commande publique

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaire s'exécutant par l'émission de marché subséquents.

3.4. Montant maximum du marché

Le montant maximum par lot est détaillé à l'article 3.6 du présent document.

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code 22000000-0 (Imprimés et produits connexes).

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 6/20
---------------	---	-----------

3.6. Décomposition en lots

La présente consultation comporte 6 lots :

N° de lot	Intitulé	Montant maximum HT
Lot n°1 :	Documents de recherche clinique	Montant maximum contractuel sur la durée totale du marché : 30 000€ HT
Lot n°2 :	Impressions de supports de communication divers	Montant maximum contractuel sur la durée totale du marché : 135 000€ HT
Lot n°3 :	Impressions de support / signalétiques évènementiels	Montant maximum contractuel sur la durée totale du marché : 90 000 € HT
Lot n°4 :	Objets publicitaires (goodies)	Montant maximum contractuel sur la durée totale du marché : 90 000€ HT
Lot n°5 :	Conception graphique et éditoriale de documents – publications : le rapport d'activité et le livret d'accueil	Montant maximum contractuel sur la durée totale du marché : 80 000€ HT
Lot n°6 :	Conception et travaux d'exécution graphique divers	Montant maximum contractuel sur la durée totale du marché : 150 000€ HT

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ

4.1. Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter de la date de notification.

La durée initiale du marché est de 24 mois.

Le(s) marché(s) pourra (pourront) être reconduit(s) tacitement 2 fois pour une durée de 12 mois.

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 7/20
---------------	---	-----------

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du (des) marché(s) une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

4.2. Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations est précisé dans chaque marché subséquent.

Le délai d'exécution débute à compter de la date de l'émission du bon de commande.

Délai de livraison normal	Est celui fixé par le titulaire dans son offre mais il ne pourra pas être supérieur à 20 jours ouvrés (celui-ci est mentionné pour chaque lot sur l'annexe N°1 au CCAP)
Délai de livraison urgent	Est celui fixé par le titulaire dans son offre mais il ne pourra pas être supérieur à 7 jours ouvrés (celui-ci est mentionné pour chaque lot sur l'annexe N°1 au CCAP)

Le délai d'exécution du marché subséquent peut se prolonger au-delà du terme de l'accord-cadre sous réserve que le marché subséquent ait été conclu pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- l'acte d'engagement et ses annexes
- 2- le présent Cahier des Clauses Administratives particulières et ses annexes
- 3- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- 4- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- 5- Les marchés subséquents

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 8/20
---------------	---	-----------

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHRU de Tours.

Le BPU précise si les frais de port et d'emballage sont compris.

Le soumissionnaire indiquera dans son BPU si un minimum de commande en quantité ou en valeur est à respecter et le cas échéant, les frais afférents à ces minima de commande.

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les prix indiqués dans le BPU ou la commande type remise lors de la passation de l'accord-cadre deviennent les prix plafonds que les titulaires ne pourront pas dépasser lors de la remise de leur offre pour chaque marché subséquent.

Les tarifs des marchés subséquents ne pourront pas dépasser ceux mentionnés au BPU (lots 1 à 5) ou les taux horaires mentionnés dans la commande type (lot 6) pendant toute la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 9. COMMANDES SUR CATALOGUE

Le catalogue correspond au prix public. Les remises et offres promotionnelles appliquées au public bénéficient obligatoirement au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10. AVANCES

Le titulaire indique dans l'acte d'engagement son souhait de bénéficier de l'avance prévue aux articles R2191-3, R2191-5, R2191-6, R2191-13, R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 9/20
---------------	---	-----------

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au(x) titulaire(s) du (des) marché(s).

ARTICLE 12. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci-après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif

ARTICLE 13. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

La facturation est mensuelle à terme échu.

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- Date de la facture ;
- Désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Numéro du bon de commande ;
- Code d'identification du service en charge du paiement ;
- Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- Désignation de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- Lieu de livraison
- Montant net HT de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée
- Taux et montant de la TVA
- Montant net TTC de la fourniture livrée ou de la prestation réalisée

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 10/20
---------------	---	------------

- Montants nets totaux HT et TTC de la facture

Lors du dépôt de la facture destinée au CHRU de Tours sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

- SIRET : 263 700 189 000 16
- CODE SERVICE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS (exemple : HOTEL)
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande)

ARTICLE 14. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des fournitures.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 15. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 11/20
---------------	---	------------

Si le titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 16. NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

V. EXECUTION

Les modalités d'exécution du marché suivant les lots sont indiquées au CCTP joint, au DCE et dans les bordereaux de prix annexés à la procédure (Annexes N°1 au CCAP).

ARTICLE 17. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technique et/ou technologique de ses matériels durant la période d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer de substituer dans la même gamme, une nouvelle référence à celle retenue au marché, au prix convenu au présent marché.

En cas d'arrêt de fabrication de son (ses) matériel(s) durant la période d'exécution du marché et de commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le titulaire s'engage à fournir ce(s) nouveau(x) produit(s) au prix convenu au présent marché.

Le CHRU de Tours reste libre d'accepter ou non cette proposition. En cas d'acceptation, un avenant sera conclu entre les deux parties. Si aucun produit de substitution ne peut convenir ou n'est proposé, le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 12/20
---------------	---	------------

ARTICLE 18. RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

Arrêt ou rupture définitive d'un produit

Dans le cas où un produit n'est plus commercialisé, le titulaire pourra proposer au CHRU de Tours un produit de remplacement dans le marché subséquent.

ARTICLE 19. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

L'accord cadre s'exécute par l'émission de marchés subséquents. Les titulaires de chaque lot seront remis en concurrence à chaque nouveau besoin exprimé par le CHRU de Tours. Chaque marché subséquent précise le besoin spécifique.

Il sera demandé aux deux titulaires de remettre, à l'appui de leur offre :

- Le marché subséquent signé
- Un devis précisant les conditions tarifaires et les précisions techniques (format, type de papier, délais...).

L'offre ne pourra pas présenter des tarifs plus élevés ou moins qualitatifs que ceux définis lors de la passation de l'accord-cadre sous peine d'irrecevabilité de l'offre.

Les offres de chaque marché subséquent seront analysées selon les critères suivants :

Critère	Hierarchisation
Prix	1
Délai de livraison	2

Le marché subséquent sera attribué au soumissionnaire ayant présenté la meilleure offre au regard des critères susvisés. Le marché subséquent sera signé par le représentant du CHRU et notifié au titulaire retenu.

ARTICLE 20. LIVRAISON DES FOURNITURES

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande et le cas échéant le numéro de lot ou de série.

Les produits sont livrés directement aux adresses suivantes :

- CHRU TROUSEAU site du LOGIPOLE,

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 13/20
---------------	---	------------

- Site de Bretonneau (l'adresse de livraison définitive (service...) sera précisée sur chaque bon de commande)

Le titulaire est responsable du transport de ses produits et assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Livraison dans le service

Avant toute livraison, le titulaire du marché sollicite l'accord du Responsable du service Concerné.

Le titulaire doit tenir compte de l'accessibilité des locaux avant la livraison et en informer son transporteur (monte-charge, dimensions des passages, largeurs des portes, accès particuliers, etc.).

Le choix du circuit de livraison se fera en fonction des contraintes dimensionnelles et de poids des colisages et l'accord du responsable d'exploitation.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur ou le fournisseur dans le service destinataire indiqué sur le bon de commande, sauf demande contraire du représentant du CHRU de Tours.

Livraison aux magasins du Logipôle ou à la Pharmacie :

Le titulaire respectera le conditionnement des produits indiqué dans son offre. Tout changement doit se faire en concertation avec le représentant du CHRU de Tours responsable administratif du dossier.

Les livraisons doivent être effectuées impérativement le jour indiqué et aux heures indiquées sur le bon de commande. (Pour toute demande de livraison anticipée, un accord doit être donné par le responsable d'exploitation).

Les livraisons doivent parvenir du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et le samedi sur demande exceptionnelle du CHRU de Tours.

Les produits seront livrés à l'adresse suivante :

CHRU de Tours
Site de Trousseau
Magasin du Logipôle
Avenue de la République
37170 Chambray-lès-Tours

Le cas échéant :

Si des palettes sont utilisées, ces palettes seront de préférence en matériaux imputrescibles, type plastique.

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 14/20
---------------	---	------------

Si les palettes utilisées sont en bois, elles doivent être obligatoirement « Europe » :

- de dimensions 80 cm x 120 cm

- estampillées « EUR » ou « EPAL » et répondant aux normes Assurance Qualité Ferroviaire AQF 335. La livraison est réalisée par camions munis de hayon.

Le CHRU de Tours s'engage à échanger, au moment de la livraison, autant de palettes « Européennes » qu'il lui en aura été livré en bon état. Le nombre de palettes échangé sera consigné sur le document de transport du transporteur. Aucune palette « Europe » endommagée ne sera échangée.

La hauteur maximale ne devra pas excéder 140 cm. Le poids ne pourra excéder 1000 kg.

Dans le cadre où le produit porte un numéro de lot, le candidat devra livrer en palette mono-lot ; à défaut, le numéro de lot devra être lisible, en clair et sous forme de code à barres, sur chaque conditionnement. Dans le cas où le produit comporte un numéro de lot et une date limite de consommation, ils devront être renseignés sur les bons de livraison.

En cas de livraison dont le conditionnement n'est pas conforme et en plus des pénalités prévues au marché, le CHRU de Tours se réserve le droit soit de refuser cette livraison soit de refacturer intégralement au titulaire les coûts de manutention engendrés par la re-palettisation effectuée par les agents du CHRU.

Le déchargement de la marchandise est fait par le transporteur, jusqu'au lieu de livraison désigné sur le bon de commande ou la télécopie.

ARTICLE 21. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

Vérifications quantitatives

Cette vérification consiste à comparer la quantité livrée à la quantité commandée ; celle-ci a lieu au moment de la livraison. Si la quantité fournie n'est pas conforme au bon de commande, le représentant du CHRU de Tours met le titulaire en demeure d'ajuster la livraison en plus ou en moins dans les plus brefs délais.

Si la quantité fournie est **inférieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48 heures. Si la quantité fournie est **supérieure** à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre immédiatement cet excédent sans contrepartie.

Vérifications qualitatives

Le CHRU de Tours dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de livraison pour procéder à la vérification qualitative. Lorsque les vérifications qualitatives sont opérées sans observation de la part du CHRU de Tours dans le délai de 15 jours, les articles sont

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 15/20
---------------	---	------------

considérés comme admis. Cependant, les articles se révélant défectueux à la mise en service ou en cours d'utilisation feront l'objet d'une demande d'échange.

Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

ARTICLE 22. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 23. GARANTIE

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 24. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément aux articles R2122-4 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 25. SOUS-TRAITANCE

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

ARTICLE 26. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 16/20
---------------	---	------------

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- son adresse bancaire...

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

ARTICLE 27. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 28. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

ARTICLE 29. EXCLUSIVITE

Le titulaire a l'obligation de fournir un certificat d'exclusivité concernant le périmètre du marché à chaque date anniversaire du marché.

ARTICLE 30. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le fournisseur doit remplir et retourner signée l'annexe n°2 du CCAP relatif au développement durable.

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 17/20
---------------	---	------------

ARTICLE 31. CLAUSE SOCIALE

Sans objet

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 32. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Les pénalités sont calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Où :

- ✓ P désigne le montant des pénalités
- ✓ V désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés
- ✓ R le nombre de jours de retard par rapport au délai contractuel

Si la date de livraison ne peut pas être respectée, le titulaire doit en informer la Direction ayant effectué la commande pour fixer une nouvelle date de livraison. Le CHRU de Tours se réserve le droit de refuser cette nouvelle date de livraison.

En cas de non livraison dans le délai contractuel à compter de la date d'envoi du bon de commande ou à celle reconduite avec l'accord du CHRU de Tours, il sera appliqué au(x) titulaire(s) une pénalité de 30 euros TTC par jour de retard.

La date de référence sera la date de livraison initialement prévue ou celle reconduite.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Pénalités pour mauvaise exécution

Dans le cas de palettisation défectueuse récurrente (agencement non étudié des produits, risque de gerbage ...) ou dans le cas de protection insuffisante des produits (défaut

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 18/20
---------------	---	------------

d'emballage, produits écrasés ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par livraison par le pouvoir adjudicateur.

Pénalités sur autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché (non-conformité des factures ou des bons de livraison, changements de référence sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, ...), une pénalité forfaitaire de 50 euros TTC pourra être appliquée par le pouvoir adjudicateur.

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 33. RESILIATION DU MARCHE

33.1 Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

33.2 Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 34. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

34.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 19/20
---------------	---	------------

fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que la date de reprise de livraison : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

34.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 35. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 21	Article 28.2	Vérifications qualitatives
Article 23	Article 33	Durée de garantie
Article 32	Article 14	Pénalités
Article 33.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 33.2	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 34	Article 45	Exécution aux frais et risques

CHRU de Tours	CCAP - Procédure n° 2025-DALATE-HOTEL-042	Page 20/20
---------------	---	------------